

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 17/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA REDOUTE

110 rue de Blanchemaille
59100 Roubaix

Références : 18042024_REDOUTE_WATTRELOS
Code AIOT : 0007004478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2024 dans l'établissement LA REDOUTE implanté 30 RUE DE CHARDONNET 59150 WATTRELOS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA REDOUTE
- 30 RUE DE CHARDONNET 59150 WATTRELOS
- Code AIOT : 0007004478
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LA REDOUTE exploite depuis le 1er janvier 2015 une plateforme logistique sur la commune de WATTRELOS. L'activité est encadrée par 2 arrêtés préfectoraux :

- L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16/12/2009.
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 18/08/2011.

Les produits stockés sont ceux habituellement commercialisés par l'enseigne.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	état des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 16/12/2009, article 7.7.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 16/12/2009, article 7.7.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
3	Consignes générales d'intervention	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 23	Sans objet
6	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 16/12/2009, article 4.3.12.	Sans objet
7	Dispositions relatives au comportement au feu des entrepôts	Arrêté Préfectoral du 16/12/2009, article 8.1.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une visite d'inspection a été réalisée le 18 avril 2024 sur le site exploité par LA REDOUTE situé 30 rue de Chardonnet à WATTRELOS sur la thématique risque incendie. Les points de contrôle

portaient sur la situation administrative, l'état des stocks, les moyens de lutte et de protection contre l'incendie et le plan de défense incendie.

Des justificatifs sont à transmettre à l'inspection :

1. dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent rapport portant sur :
 - les modifications à apporter à l'état des stocks afin de répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, annexe II, point 1.4.
 - l'atteinte des besoins en eau incendie.
2. dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport portant sur :
 - les travaux à réaliser sur l'alternateur du groupe motopompe du sprinkleur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Situation administrative, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : L'installation est un entrepôt composé de 7 cellules: <ul style="list-style-type: none">- 1 cellule d'environ 5300 m²,- 6 cellules d'environ 5950 m² chacune. Les cellules 5,6 et 7 sont équipées de racks automatisés. Ces 3 cellules constituent le stock au sens logistique de l'entrepôt. La cellule 4 est équipée du système «multishuttle». Dans la cellule 3, il s'exerce une activité de mise en carton. La cellule 2 est équipée de racks classiques sur une partie. Sur l'autre partie, on trouve une activité de tri. La cellule 1 assure un stockage sur cintres. L'entrepôt de 7 cellules constitue un seul et unique IPD. Les produits stockés sont ceux habituellement commercialisés par l'enseigne (linge de maison, vêtements, petits ameublement). L'établissement a été autorisé par l'arrêté préfectoral du 16/12/2009 modifié sur les rubriques relevant d'activités de stockage suivantes: <ul style="list-style-type: none">- 1510: pour un volume global de l'entrepôt de 501066m³,

<ul style="list-style-type: none"> - 1530-1: pour un volume global de produits stockés de 65174m³ - 1532-1: pour un volume global de produits stockés de 65174m³ - 2662-1: pour un volume global de produits stockés de 65174m³ - 2663-1: pour un volume global de produits stockés de 65174m³ - 2663-2: pour un volume global de produits stockés de 65174m³ <p>La situation est inchangée.</p> <p>Aujourd'hui, les volumes autorisés classent l'établissement à enregistrement. Celui-ci reste cependant régi suivant les règles de l'autorisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : état des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, état des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <div> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du Préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou</p> </div>

de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, à minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

L'exploitant dispose d'un état des stocks à but logistique. De celui-ci, il réalise une extraction (un rapport PowerBI, rapport d'analyse de l'état des stocks) accessible à distance afin d'avoir une synthèse.

Cette extraction fournit par type de produits, le nombre d'articles, le nombre de contenants (positions, supports, bacs, boîtes), une localisation (niveau ou allée).

L'inspection constate les non-conformités suivantes :

- les types de produits ne sont pas explicites (ML, MS, AE ou PE) pour les services de secours.
- les quantités sont uniquement numériques et ne font pas références à une notion de volume.
- la localisation n'est pas explicite pour les services de secours et il manque un plan de localisation des cellules dans l'entrepôt.
- cette extraction n'est pas assez vulgarisée pour répondre aux besoins d'information de la population.
- il n'est pas fait mention des rubriques de la nomenclature des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploiter d'apporter des améliorations au rapport d'extraction de l'état des stocks afin de répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, annexe II, point 1.4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 23

Thème(s) : Risques accidentels, plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a fourni à l'inspection son plan de défense incendie. Sa dernière mise à jour date d'avril 2024.

Son contenu est satisfaisant.

L'inspection invite l'exploitant à partager ce document avec le SDIS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2009, article 7.7.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

- L'exploitant a présenté le rapport de vérification des RIA: vérifiés par Minimax France SAS le 21/09/2023. Le site compte 68 RIA numérotés. Le système a été déclaré en état de fonctionnement.

- La vérification annuelle des extincteurs a été réalisé le 28/09/2023. Il en résulte un bon état de fonctionnement. Le site compte 320 extincteurs numérotés.

- L'exploitant a présenté les 2 derniers rapport de vérification du système d'extinction automatique à eau : vérifié par Minimax France SAS le 24/07/2023 et le 06/12/2023

Des points de non-conformités ont été relevés:

QUAI 33bis: broyeur non protégé

CELLULE 1: dessous de convoyeur non sprinklé

RACK: plusieurs têtes sans plaque de protection

Des observations ont été proposées:

BAC DE RÉTENTION

Les bacs de rétentions des locaux postes 1-2, 7-8, 11-12, 13-14, ne sont pas étanches

POSTE DE CONTRÔLE

La cloche du poste N°3 n'a pas sonné lors des essais

GROUPE MOTO-POMPE DIESEL SOURCE B1

*> Faire serrer les tresses du presse étoupe ou les remplacer si besoin;
actuellement un fort écoulement à débit nul.*

GROUPE MOTO-POMPE DIESEL SOURCE B2

Lors de nos essais il a été constaté une fuite d'eau au niveau de l'échangeur; à contrôler.

GROUPE MOTO-POMPE

Remplacer les batteries des GMPD B1 & B2 car leurs tensions de démarrage est inférieure à 80% de la tension nominale

ALARMES

Alarmes non reportées

- vanne poste 5
- vanne poste 6

LOCAL SOURCES

Prévoir un cerclage de sécurité autour de l'hydrofort de la pompe jockey.

- L'exploitant a présenté le rapport de visite de la motopompe diesel du sprinkleur: la maintenance a été réalisée le 24/07/2023.

2 points à surveiller: alternateur grippé (**risque incendie**), tresses à remplacer

Pour l'ensemble des points relevés sur le système d'extinction automatique et sur le groupe motopompe, l'exploitant a engagé des mesures correctives: il est soit en attente de devis soit en attente de fixation de dates pour les travaux. A cet effet, il a fourni à l'inspection un tableau de suivi de ces non-conformités.

En particulier, sur le risque incendie soulevé au niveau de l'alternateur de la motopompe: le devis D24-1102-010 a été validé le 29/04/2024, il reste à fixer les dates de travaux.

L'exploitant a également fourni à l'inspection le registre de contrôle des installations. Ils y sont notés: pour chaque contrôle/maintenance, l'entreprise, la date, l'objet, des observations et le nom de la personne chargée du contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux sur l'alternateur du groupe motopompe diesel et de lui transmettre le justificatif de leur réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2009, article 7.7.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- Disposer d'un volume d'eau nécessaire à la défense incendie de 1080 m3 utilisable sur 3 heures ;
- Disposer de 6 hydrants repartis autour du site. Ces hydrants doivent avoir un diamètre de 100 mm de type normalisé, être conformes aux normes françaises S 61-211 (BI) ou S 61-213 (PI) et S 62-200 (règles d'installation) et être accessibles en toute circonstance ;
- Disposer d'une réserve d'eau de 630 m3 alimentée en eau afin de toujours avoir le volume minimum utile, accessible en toute circonstance, équipée de 2 puisards distant de plus de 5 m, chaque puisard étant associé à une plate-forme engin de 4x10 m ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité

<ul style="list-style-type: none"> -des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés de DN 33 mm, conformément aux normes NF EN 671-1, NF EN 671-3 et NF S 62-201 ; ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute surface des locaux puisse être battu par l'action simultanée de deux lances au moins en tenant compte des aménagements intérieurs ; - d'un système d'extinction automatique d'incendie alimenté par une réserve d'eau de 600 m³ (une autre réserve de 600 m³ étant présente uniquement en cas de secours à côté) ; équipé de 2 pompes diesel indépendantes l'une de l'autre à démarrage automatique en cas de panne électrique ; - d'un système de détection automatique d'incendie constitué par l'installation sprinkler; - d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement pour les stockages relevant des rubriques ICPE 2662 et 2663 ; - des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ; <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'établissement dispose des moyens incendie suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des hydrants: 6 sont répartis autour du site (2 ont été vus par l'inspection). - d'une réserve d'eau incendie de 630m³ (bassin étanche). Celle-ci est équipée des 2 vannes d'aspiration espacées de 2,50 environ et associé à une unique plate-forme engins. L'exploitant a présenté post inspection un bon de commande afin de répondre à cette prescription (2 vannes espacées de 5 m et associées chacune à une plate-forme engins). - d'extincteurs et de RIA répartis uniformément dans l'entrepôt. - d'un système d'extinction automatique d'incendie dans les 7 cellules. - d'un système de détection automatique de fumée dans les 7 cellules (type détection linéaire). <p>L'exploitant n'a pas justifié l'atteinte des besoins en eau incendie de 1080 m³ pendant 3 h.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection avoir pris contact auprès d'ILEO afin de procéder aux mesures simultanées du débit des hydrants des poteaux incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploiter de justifier de l'atteinte des besoins en eau incendie de 1080 m³ pendant 3 h.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Protection des milieux récepteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2009, article 4.3.12.</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Le séparateur d'hydrocarbures - débourbeur sera entretenu régulièrement et curé au moins deux fois par an et après chaque événement pluvieux important. Un registre d'entretien indiquera les dates de toutes les opérations d'entretien, curage, incidents etc... qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas de saturation du séparateur d'hydrocarbures – débourbeur, le rejet d'eaux pluviales sera automatiquement bloqué.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le contrat d'entretien signé 08/12/2021 du séparateur d'hydrocarbures réalisé par la société Lecocq assainissement. Pour 2023, il est noté sur le registre d'entretien, un seul passage pour cette opération de la société Lecocq assainissement le 12/04/2023. En 2024, l'entretien n'avait pas été réalisé au jour de l'inspection. Si un seul entretien annuel suffit, il convient au moins d'indiquer dans le registre qu'un contrôle a été réalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un curage ainsi qu'un contrôle du séparateur d'hydrocarbures par an. Un deuxième curage par an est à réaliser si le contrôle le justifie. Ces opérations de maintenance sont à justifier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions relatives au comportement au feu des entrepôts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2009, article 8.1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : [...] Les cellules n°1, 5, 6 et 7 sont protégées par des merlons de terre comme indiqué sur le plan référencé PLAN DE MASSE VRD & RESEAUX de décembre 2010 – fourni dans le porter à connaissance des modifications prévus sur le site du 28 février 2011 [...]
Constats : Les merlons ont été remplacés par des talus: cette modification a été présentée dans le porter à connaissance du 28/02/2011 et a été jugée mineure dans le rapport de l'inspection du 20/05/2011. L'inspection a constaté la présence de ces aménagements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -

